

L'hypothèse du sport international comme élément protonational dans la construction d'une nation kosovare

Pauline Soulier¹

Roland-Garros 2023. Novak Đoković crée, une fois de plus, la polémique. En effet, le champion de tennis réaffirme sa position politique très claire sur le statut du Kosovo. Après son match, il écrit au feutre blanc sur la caméra sur laquelle les sportifs signent « *Косово је < 3 Србије! Стоп насиљу.* », c'est-à-dire « Le Kosovo est le cœur de la Serbie ! Arrêtez la violence » faisant ainsi référence aux tensions entre les manifestants serbes et les forces de l'OTAN dans la région à la suite des élections locales. Loin d'appeler réellement au retour au calme, le tennisman affirme une position politique qu'il affiche depuis longtemps déjà. Il ne s'en cache pas, pour lui il est inconcevable de détacher le Kosovo de la Serbie. Cette petite phrase, loin de plaire ni aux organisateurs ni à la ministre des Sports française pose une fois de plus la question du statut du Kosovo².

La question kosovare n'est pas nouvelle, bien au contraire. Selon la légende, les liens entre le Kosovo et la Serbie remontent à la mythique bataille de Kosovo Polje en 1389 [Popović, 2010]. D'après le récit serbe officiel, tenant davantage de la « tradition inventée » [Hobsbawm et Ranger, 2006] que de la réalité historique, lors de cette bataille, les troupes chrétiennes de l'Empire médiéval serbe tombent

1. Docteur en science politique, LACES, IRM, université de Bordeaux.

2. « Novak Djokovic s'exprime sur le Kosovo : un message "pas approprié" selon la ministre des Sports, le tournoi de Roland-Garros joue l'apaisement », *Le Monde*, 31 mai 2023, <www.lemonde.fr/sport/article/2023/05/31/novak-djokovic-s-exprime-sur-le-kosovo-un-message-pas-approprie-selon-la-ministre-des-sports-le-tournoi-de-roland-garros-joue-l-apaisement_61754-61_3243.html>.

au champ d'honneur face à l'armée ottomane. Dès lors, comme du sang serbe héroïque imprègne cette terre, le Kosovo est devenu le berceau, le « cœur » de la Serbie. C'est lors de cette défaite que le sentiment national serbe serait né. Cette idée se diffuse au cours des siècles mais se heurte aux revendications nationales des Albanais qui, héritiers des Ottomans, revendiquent eux aussi la possession de cette terre³. Tito⁴ pensait avoir réglé la situation par la Constitution de 1974 en faisant du Kosovo et de la Voïvodine, des Provinces autonomes de la Serbie. Sans être indépendantes de la République, les deux régions sont dotées de compétences proches de celles accordées aux Républiques à l'exception du droit de sécession. Cette « contradiction constitutionnelle », loin d'arranger la situation, vécue comme une « discrimination » par les nationalistes serbes, exacerbe les tensions entre les communautés [Dérens et Geslin, 2012, p. 104]. Le décès de Tito (1980) et l'implosion de la Yougoslavie sous l'impulsion des nationalismes – notamment serbe – posent de nouveau la question du Kosovo. Lors de son discours fondateur en 1989, Slobodan Milošević est très clair, le Kosovo est serbe, comme beaucoup d'autres terres des Balkans, et il entend bien le garder dans le giron serbe [Hartmann, 2002, p. 69]. Les premières mesures contre le Kosovo ne se font pas attendre. La même année, en réaction aux divers mouvements de contestation des Albanais du Kosovo, Belgrade déclare d'abord l'état d'urgence puis amende la Constitution de 1974 pour réduire les prérogatives des deux provinces⁵. Par la suite, lors des guerres des années 1990, le Kosovo est l'un des arguments moteurs du président serbe pour justifier les combats. Si les dernières violences

3. Les Serbes ont toujours été très clairs sur le projet de Grande Serbie. La politique albanaise sur la Grande Albanie est plus floue. Edi Rama sous-entend régulièrement cette idée, notamment avec l'abolition de la frontière économique avec le Kosovo en 2018. Si le Monténégro est assez hermétique à cette idée, le Kosovo pourrait être séduit.

4. Josip Broz dit « Tito » (1892-1980). Artisan de la Résistance communiste yougoslave durant la Seconde Guerre mondiale. Il dirige la République fédérative socialiste de Yougoslavie de 1953 à sa mort en 1980. Il cherche à mettre en place une troisième voie pendant la guerre froide entre les deux Blocs. Sur le plan interne, cela se traduit par la mise en place du système original de l'autogestion. Sur le plan international, il est l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés (Conférence de Bandung en 1955). Sa mort en 1980 révèle l'état de délabrement de la RFSY et est l'un des facteurs permettant la montée des nationalismes violents, moteurs des guerres des années 1990 (voir J. Pirjevec et J.-A. Dérens, *Tito, une vie*, Paris, CNRS éditions, 2017).

5. Pour une chronologie complète voir Y. Tomic, « La vie politique en Serbie de 1987 à 2004 : une chronologie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, p. 59-83, 2004, <www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1643>.

CARTE 1. – RÉPARTITION ETHNIQUE AU KOSOVO



Herodote, n° 192, La Découverte, 1^{er} trimestre 2024.

à grande échelle remontent à 2004⁶, les tensions entre les Serbes et les Albanais ne sont toujours pas retombées. Elles ont seulement changé de terrain, bloquant la reconnaissance de l'État kosovar, autoproclamé en 2008⁷.

Le cas du Kosovo est donc complexe et interroge le politiste. Si, d'un point de vue formel, l'État existe malgré la non-reconnaissance par l'ONU (Organisation des Nations unies) et l'Union européenne (UE), il n'est pas certain qu'il existe une véritable nation kosovare. Or, l'histoire européenne montre la connexion intime entre l'État et la nation. Les institutions ne sont pas suffisantes, quoique nécessaires, pour créer un État, c'est la nation qui donne une sorte d'âme à celui-ci car c'est elle qui traduit la volonté des membres de la communauté de vivre ensemble. Pour ceci, il leur faut se trouver des points communs assez forts pour les unir dans leurs différences. Là est bien le problème avec le Kosovo: les Serbes et les Albanais ne semblent pas avoir suffisamment de points communs pour faire nation, pour créer cette communauté « imaginaire et imaginée » [Anderson, 2014, p. 19]. S'ils partagent l'histoire de la bataille de Kosovo Poljé, leurs interprétations sont tellement contradictoires et si peu scientifiques qu'il est impossible de les réunir dans ce passé commun. Les années 1990 et la manipulation d'un nationalisme pseudo-ethnique ont empiré les choses. Il faut alors se tourner vers d'autres sujets pour tenter de forger des éléments « protonationaux » [Hobsbawm, 2001, p. 91-151], quitte à risquer de tomber dans la « tradition inventée ».

Parce qu'en apparence moins politique et doté d'une connotation fraternelle, le sport de haut niveau semble être un élément protonational parfait pour unifier Serbes et Albanais. Si ce projet du gouvernement kosovar est en théorie parfait, il se heurte parfois à l'écueil réel du nationalisme. Le sport à dimension internationale tel que les Jeux olympiques offre cette possibilité de créer un « *banal nationalism* » [Billig, 1995] vacillant, mais les efforts politiques sont parfois balayés par les survivances tenaces de haines pas aussi séculaires que ce que racontent les mythes.

6. « Kosovo: des violences meurtrières compromettent les efforts de l'ONU », *Le Monde*, 18 mars 2004, <www.lemonde.fr/europe/article/2004/03/18/kosovo-des-violences-meurtrieres-compromettent-les-efforts-de-l-onu_357170_3214.html>.

7. Pour une analyse des conséquences de l'autoproclamation du Kosovo voir P. Claret (dir.), « Kosovo: entre légalité et légitimité. La balkanisation en marche? », *Revue d'études politiques et constitutionnelles est-européennes*, numéro spécial, 2009, <www.est-europa.univ-pau.fr/images/archives/2008-2010/2009_special.pdf>.

Les efforts de création d'un sentiment d'appartenance kosovare par les Jeux olympiques

Le sport est propice à la diffusion d'un « *banal nationalism* » ou nationalisme ordinaire selon la formule de Michael Billig. En effet, au même titre que les symboles protonationaux, le sport, et particulièrement le sport de haut niveau, est un vecteur de diffusion du sentiment national sans tomber dans le nationalisme agressif. Néanmoins, il est l'occasion de rassembler les membres de la communauté par-delà leurs différences dans un esprit de solidarité commune. Le temps de la compétition, ils sont avant tout des éléments de la nation. Ils aspirent à la réussite, même éphémère de la nation et si la ou le sportif ou l'équipe prend le meilleur sur ses concurrents alors ce moment peut, parfois, se transformer en lieu de mémoire [Soulier, 2023].

La visibilité militante du Kosovo par la reconnaissance de son Comité national olympique

La reconnaissance d'un État passe bien évidemment par la reconnaissance par ses pairs, notamment par l'ONU, mais lorsque cette reconnaissance est semée d'embûches, il est parfois nécessaire de passer par d'autres moyens pour se rendre visible.

C'est bien le cas du Kosovo. Cette petite enclave est intégrée sous différentes formes à la Serbie.

Le Kosovo est une terre étrange et désolée. Partout ailleurs dans les Balkans, l'histoire exceptionnellement riche de la région a marqué les lieux et les cultures. Slaves, Autrichiens et Turcs se sont disputé ces terres pendant des siècles, et les villes de Croatie, de Bosnie et de Serbie recèlent des joyaux d'architecture ottomane et austro-hongroise. Mais au Kosovo, la seule page historique qui semble avoir laissé son empreinte est l'épisode communiste. À Pristina, une triste architecture soviétique aux immenses bâtiments grisâtres domine la ville. Il y règne une atmosphère austère et oppressante. Partout où le regard se pose, c'est une sensation de vide et d'ennui qui domine. En dehors de quelques monastères orthodoxes si chers aux Serbes, le Kosovo semble avoir été de toute éternité privé de beauté. C'est une sorte de trou noir. Et la vie y est extrêmement dure [Bardet, 2011, p. 11].

Néanmoins, après la guerre des années 1990, la chute de Slobodan Milošević et les exactions de 2004, le Kosovo déclare de façon unilatérale son indépendance. Ici, il est bien question de l'indépendance de son État et non de la formation de sa nation. En effet, le Kosovo prend à rebours l'histoire des États-nations européens en

se souciant d'abord de la reconnaissance de ses institutions et ensuite de la réalité de sa communauté nationale. Ceci est dû à au moins deux éléments. La RSFY (République socialiste fédérale de Yougoslavie) est sûrement le premier facteur puisque dans la fédération titiste, comme en URSS, une distinction est faite entre la nationalité et la citoyenneté. La deuxième étant un accessoire de la première qui peut être évolutive au fil de la vie. La citoyenneté, parce que liée à l'État, est une chose sérieuse alors que la nationalité relève du folklore, du personnel. Deuxième facteur, la mise à l'arrière-plan de la nation au profit de l'État peut provenir de l'habitude (plus ou moins forcée) de mixité culturelle. La péninsule des Balkans est connue pour son mélange parfois délétère entre plusieurs cultures et religions. Au Kosovo, outre les Albanais (93 % de la population) et les Serbes (1,5 %), de nombreuses autres nationalités se côtoient : les Roms (0,5 %), les Gorans (0,6 %), les Turcs (1,1 %), les Bosniaques (1,6 %), les « Égyptiens » (0,7 %) ou encore les Ashkalis (0,9 %)⁸. La stratégie des tenants de l'indépendance du Kosovo semble être de vouloir d'abord obtenir la reconnaissance de l'État pour, ensuite, à terme, espérer la création d'une communauté nationale unie. Cette stratégie est complètement à rebours des schémas européens classiques tels que proposés par Miroslav Hroch.

Faute de reconnaissance officielle par les grandes organisations internationales telle que l'ONU ou l'Union européenne, le Kosovo passe par d'autres instances pour se donner une visibilité internationale. Sorte de méthode Coué diplomatique, l'idée est de se faire admettre comme membre indépendant dans ces instances pour imposer son existence. Les organisations sportives internationales sont des portes d'entrée de choix vers cette reconnaissance étatique.

L'histoire olympique du Kosovo est aussi complexe que son histoire politique. Avant la déclaration unilatérale d'indépendance, les sportifs participent avec le Comité national olympique (CNO) serbe. Cette situation pose d'énormes problèmes de discrimination. Les sportifs d'origine albanaise sont souvent exclus des sélections. Cette solution est représentative de la vie du Kosovo à l'époque puisque, depuis la prise de pouvoir de Slobodan Milošević et ses nombreuses attaques contre les Albanais du Kosovo, les deux communautés sont séparées, il s'agit d'une sorte de régime d'apartheid kosovar afin de limiter les risques de conflits⁹. De même, faire concourir les sportifs kosovars sous les couleurs serbes est une reconnaissance implicite de la part du Comité international olympique (CIO) de la serbité du Kosovo.

8. Central Intelligence Agency (CIA), « Kosovo. The World Fact Book », <www.cia.gov/the-world-factbook/countries/kosovo/>.

9. Voir notamment P. Soulier, « Le Conseil de l'Europe à l'épreuve de la construction d'une société multiethnique au Kosovo », mémoire de Certificat d'études européennes, sous la direction de Philippe Claret, université de Bordeaux, 2013.

De 2008 à 2014, les choses deviennent encore plus floues puisque le Kosovo déclare de façon unilatérale son indépendance, mais il n'est pas totalement reconnu comme État indépendant et ne possède pas de CNO. Ne voulant pas prendre parti pour l'une ou l'autre des deux nations, le CIO laisse le choix aux sportifs : soit ils concourent sous la bannière olympique des athlètes indépendants, soit ils concourent pour l'Albanie. Cette dernière impose alors la condition que les sportifs possèdent au moins la double nationalité albanaise. Par cette posture qui se veut apolitique, le CIO occupe une position éminemment politique car il prend la décision de ne pas reconnaître le Kosovo au même titre que de nombreux États tels que la Russie, la Chine ou l'Espagne, pour des raisons différentes. Mais il ne tranche pas sur la nationalité du Kosovo. En effet, si, durant la période précédente, les sportifs étaient *de facto* rattachés au CNO serbe, désormais ils ont le choix. Leur permettre d'opter pour la bannière olympique peut également être interprété comme une porte de secours pour eux pour ne pas avoir à s'impliquer dans la lutte entre la Serbie, le Kosovo et l'Albanie.

Depuis 2008, les organisations internationales butent sur la question de la reconnaissance du Kosovo et donc de son admission en leur sein. La Russie, partenaire historique de la Serbie, est un acteur majeur dans la non-reconnaissance de ce potentiel nouvel État. Par exemple, cette même année, elle demande à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunisse pour discuter de la déclaration d'indépendance qu'elle qualifie de « nulle et non avenue ». Les autres membres ne se rangent pas derrière Moscou mais ne se prononcent pas non plus en faveur du Kosovo. L'ONU s'en tient à la résolution 1244 adoptée en 1999¹⁰. Le Kosovo, placé sous protectorat de l'ONU, a le droit de déclarer son indépendance sans l'accord ni de celle-ci ni de la Serbie. Néanmoins, en 2008, pour éviter d'avoir à se prononcer sur l'indépendance du Kosovo, l'ONU saisit la Cour de justice internationale (CJI) pour l'interroger sur la conformité de cet acte au droit international. Celle-ci répond que la déclaration est conforme puisqu'elle respecte la résolution 1244¹¹. Il est à noter que l'ONU et la CJI s'intéressent à la conformité de la déclaration et non à son opportunité. Quoi qu'il en soit, l'ONU adopte une posture de compromis en accordant un statut particulier d'observateur au Kosovo. L'Organisation mondiale de la santé fait de même. Certaines institutions comme Interpol, par contre, refusent de le reconnaître. Finalement, ce sont les organisations sportives internationales qui sont les plus promptes à s'engager pour le

10. OTAN, « Le rôle de l'OTAN au Kosovo », 10 novembre 2023, <www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_48818.htm>.

11. Cour internationale de justice, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo », affaire 141, <www.icj-cij.org/fr/affaire/141>.

Kosovo¹². En 2014, le CIO reconnaît officiellement le CNO kosovar, mettant définitivement fin à la confusion générale. Il déclare statuer « dans l'intérêt des athlètes au Kosovo et pour dissiper les incertitudes qu'ils auraient pu avoir¹³ ». Toutefois, les sportifs d'origine albanaise sont bien plus présents dans cette équipe que leurs homologues serbes. Certes, les Albanais représentent 90 % de la population du Kosovo mais force est de constater que les Serbes ne préfèrent pas porter les couleurs du Kosovo et trouvent toujours le moyen d'être sélectionnés pour la Serbie... qui les accueillent à bras ouverts.

Ainsi, le Kosovo participe pour la première fois aux Jeux olympiques (JO) en 2016 à Rio de Janeiro en envoyant huit sportifs et repartant avec une médaille d'or pour la judokate Majlinda Kelmendi. Aux JO de 2020-2021, onze sportifs représentent le Kosovo et ils obtiennent deux médailles d'or, toujours en judo¹⁴. Les participations aux JO d'hiver sont plus compliquées. En 2018 et en 2022, le Kosovo envoie respectivement un puis deux athlètes, mais tous reviennent bredouilles.

L'histoire olympique du Kosovo est vraiment à l'image de l'histoire de sa reconnaissance, complexe et semer d'embûches. Cependant, il faut noter que malgré la revendication affirmée du CIO de ne pas vouloir faire de politique, il s'avère être une des organisations internationales des plus progressistes en reconnaissant le CNO kosovar. Certes, reconnaître un CNO n'a pas autant de valeur que de reconnaître un État, mais c'est au moins un premier pas dans la reconnaissance d'institutions indépendantes. Cela a-t-il permis de créer un sentiment d'appartenance nationale ? Rien n'est moins sûr. Comme nous l'avons signalé, ce sont surtout des sportifs d'origine albanaise qui concourent pour le Kosovo. L'équipe olympique ne comporte aucune mixité nationale, sur ce plan c'est un échec. Mais l'engouement des sportifs d'origine albanaise montre que ces derniers ne se sentent pas nécessairement proches de l'Albanie et participent à la création de la nation kosovare, certes à tendance albanaise mais sans être non plus l'Albanie.

12. La plupart de ces organisations reconnaissent déjà la Palestine, donc ne peuvent logiquement pas refuser le Kosovo dès lors qu'il remplit toutes les conditions d'adhésion. Pour ce qui est de l'UEFA, elle ne semble pas très claire sur la qualité des associations membres. États ou nations ? Le pays de Galles et l'Écosse participent indépendamment de l'Angleterre. Donc pourquoi ne pas accepter le Kosovo ?

13. Radio Canada, « Le CIO reconnaît provisoirement le Kosovo », 22 octobre 2014, <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/690418/kosovo-cio-reconnaissance>>.

14. AFP, « JO de Tokyo : Majlinda Kelmendi, superstar du judo et héroïne du Kosovo », 4 juillet 2021, vidéo accessible sur YouTube, <www.youtube.com/watch?v=Nqs1Tdn5s-o>.

Les judokas, des sportifs indépendants pour le Kosovo

En plus d'être la discipline la plus pourvoyeuse de médailles pour le Kosovo, surtout chez les femmes, le judo est également un sport militant. Cependant, l'engagement des sportifs évolue depuis plus de trente ans.

Au début des années 1990, Toni Kuka¹⁵ est le meilleur judoka yougoslave dans la catégorie des moins de 71 kilos. Il se prépare même pour les JO de Barcelone en 1992. Mais comme tous les sportifs albanais de l'ancienne province autonome, il choisit de se retirer des sélections nationales pour protester contre la politique discriminatoire du régime de Slobodan Milošević. Fervent partisan d'un Kosovo indépendant, Toni Kuka prend les armes en 1999, en s'engageant dans les rangs de l'armée de libération du Kosovo (UÇK). Après la guerre, il ne reprend pas sa carrière de sportif international. Il ouvre un dojo à Peć dans un bâtiment en ruine du quartier d'Asllan Çeshme ravagé par la guerre. S'installer à Peć dans un tel contexte est lourd de sens. Cette ville est l'un des centres névralgiques de l'Église orthodoxe serbe et donc un symbole de la serbité. Il souhaite alors donner confiance aux enfants du quartier après des années de minoration et d'exclusion de la société, en leur montrant que les Kosovars sont capables de gagner des médailles.

Rappelant les Turn prussiens¹⁶, le dojo se veut un centre d'apprentissage non seulement du judo mais aussi du sentiment d'appartenance kosovare. L'objectif est de transmettre l'amour pour ce territoire et d'éduquer à la revendication de son indépendance. Les athlètes d'origine kosovare ne devraient pas avoir à choisir entre concourir avec la Serbie, avec l'Albanie ou sous la bannière indépendante.

Les principes du *banal nationalism* de Michael Billig sont bien présents ici puisque Toni Kuka diffuse par la pratique sportive un sentiment d'appartenance au Kosovo ainsi que l'engagement pour l'indépendance. Il reprend ici le poncif du sport vecteur de cohésion sociale¹⁷.

Loin de rester une expérience dans l'ombre, l'initiative de Toni Kuka se révèle être une réussite comme le montre l'histoire de son élève la judokate Majlinda

15. Thea Cowen, « An interview with Driton Kuka », European Judo Union, 8 janvier 2022, <www.eju.net/an-interview-with-driton-kuka/>.

16. Imaginés par Friedrich Ludwig Jahn, les Turn sont des gymnases prussiens au sein desquels la population pratiquait des activités gymniques sur fond d'exaltation au moins patriotique sinon nationaliste.

17. Le sport n'est pas porteur intrinsèque de valeurs. Il ne porte que celles qu'on lui donne. En France, c'est surtout à partir des années 1990, et surtout après la victoire de la France en 1998 que le sport est présenté comme un vecteur de cohésion sociale.

Kelmendi. Le potentiel de la jeune fille est remarqué très tôt et elle enchaîne les victoires à partir de 2009. En dehors des tatamis, elle se bat aussi pour la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les organisations sportives internationales. Mais en 2012 elle est contrainte de participer aux JO de Londres pour l'Albanie, dont elle possède aussi la nationalité. En revanche, en 2016 à Rio, elle est désignée porte-drapeau de la délégation kosovare et repart avec la première médaille olympique – qui plus est en or – pour le Kosovo. Toujours présente aux JO de Tokyo, elle emporte une nouvelle fois l'or. Ses victoires et son engagement en faveur de la reconnaissance du Kosovo font d'elle une véritable légende nationale.

En plus de créer autour d'elle un sentiment d'appartenance au Kosovo, de le faire briller sur la scène internationale en tant que sportive qui remporte des titres olympiques, elle est, avec notamment sa comparse Distria Krasniqi, une « sainte icône » de cette entité. La notion de sainte icône apparaît sous la plume d'Eric Hobsbawm [2001, p. 137] lorsqu'il s'interroge sur les différentes catégories des éléments protonationaux. Selon lui, seules les saintes icônes peuvent être considérées comme de véritables éléments protonationaux puisque ce sont les uniques symboles « qui [seuls] donnent une réalité palpable à une communauté par ailleurs imaginaire ». En effet, dans le cas du Kosovo, la communauté nationale ne peut se fonder ni sur la langue, ni sur l'ethnie ni sur la religion, éléments protonationaux traditionnels car ils sont des points de tension au moins entre les Serbes et les Albanais. Il faut donc trouver autre chose, capable de dépasser ces différences. Les sportifs victorieux aux JO semblent d'excellents palliatifs. Majlinda Kelmendi et Distria Krasniqi sont des incarnations du Kosovo.

Majlinda Kelmendi devient un symbole d'autant plus fort du Kosovo qu'après son succès à Rio elle a préféré rester à Peć malgré les sollicitations de naturalisation et de salaires mirobolants (Kazakhstan). Elle choisit de rester malgré le manque de budget alloué au sport au Kosovo.

L'histoire de Majlinda Kelmendi est importante dans la construction du Kosovo. D'origine albanaise, elle est profondément ancrée à Peć, ville centrale dans l'historiographie serbe. Elle est clairement à la croisée des deux nationalités au cœur des débats sur le statut du territoire. Son choix de prendre le parti du Kosovo et non du rattachement à l'Albanie est un acte politique fort et nécessaire à l'entretien de la dynamique indépendantiste engagée depuis 2008.

Son impact sur la reconnaissance du Kosovo n'échappe pas aux politiques. Après Rio, elle a été sollicitée par la coalition PDK-AAK-Nisma (coalition de partis pro-albanais et europhiles) pour être candidate aux législatives. Toni Kuka s'emploie à la tenir loin des récupérations politiques. Il est clair que le coach fait la différence entre un engagement politique au sens premier du terme, auquel il est favorable, et un engagement politicien.

La présidente actuelle souligne l'importance des sportifs comme Majlinda Kelmendi, en avril 2021 : « [Ils ont] hissé le drapeau du Kosovo là où ni la politique ni la diplomatie n'ont pu aller [...]. Pour notre jeunesse : rien n'est hors de portée, avec de la détermination, du travail, de la passion et de la discipline, les rêves deviennent réalité¹⁸. »

Si le judo donne l'impression d'une construction volontariste de la nation kosovare, il ne faut pas pour autant croire que cette communauté est réelle. Il suffit de s'intéresser au football pour comprendre que les avancées sont encore minimes et très vacillantes.

L'échec de la diffusion du sentiment d'appartenance kosovare par la persistance d'identités sportives fortes

Le football est l'un des sports rois au Kosovo. La fédération est créée en 2008 dans la dynamique de la déclaration d'indépendance. En mars 2016, la FIFA puis l'UEFA reconnaissent le Kosovo comme membre de leurs instances. Depuis 2014, son équipe nationale était autorisée à disputer uniquement des matchs amicaux. Le blocage de son adhésion, notamment par la Serbie, exclut le Kosovo des compétitions officielles. Après de longues négociations, il joue finalement son premier match de compétition, en 2016¹⁹, lors des éliminatoires de la Coupe du monde 2018²⁰.

L'étude du football dans la péninsule en général et au Kosovo en particulier est intéressante car, en raison de la médiatisation de ce sport, il devient la vitrine des tensions nationalistes qui persistent entre les Kosovars d'origine serbe et ceux d'origine albanaise ne laissant finalement que très peu de place à une identité kosovare *sui generis*.

18. Nerimane Kamberi et Simon Rico, « Avec le judo, le Kosovo pèse lourd sur les JO de Tokyo », *Le Courrier des Balkans*, 25 juillet 2021, <www.courrierdesbalkans.fr/Judo-le-kosovo-pese-lourd-aux-jo-de-tokyo>.

19. Loïc Trégourès, « Le Kosovo indépendant et le football : “Nous jouons donc nous sommes” », *The Conversation*, 19 février 2020, <<https://theconversation.com/le-kosovo-independant-et-le-football-nous-jouons-donc-nous-sommes-92071>>.

20. *Footballski*, <<https://footballski.fr/category/nos-pays/balkans/kosovo>>.

Terrains de football, terrains d'allégeance nationaliste

Le football est un marqueur nationaliste très fort dans la péninsule balkanique. Les souvenirs des massacres durant les guerres des années 1990 sont toujours très présents dans les stades. Les ultras de l'Étoile rouge de Belgrade se sont engagés aux côtés de Slobodan Milošević. Placés sous le commandement d'Arkan²¹, ils participent activement aux massacres en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo [Soulier, 2020, p. 303-311]. Troupes paramilitaires abreuvées d'alcool, ils répondaient au nom des Tigres d'Arkan. Fervents défenseurs de la Grande Serbie, ils n'hésitent pas à s'éloigner de Slobodan Milošević suite aux accords de Dayton en 1995. Ils participent aux mouvements de contestation qui renversent Slobodan Milošević en octobre 2001. Ils ne se convertissent pas pour autant à la démocratie mais partagent la dynamique de dédagisme d'alors. La chute de Slobodan Milošević a légèrement entrouvert la porte à la démocratie sans parvenir à chasser le nationalisme violent pro-serbe. Ce sentiment d'appartenance exacerbé par les souvenirs des années 1990, l'eurosepticisme et les crises économiques, politiques, sociales et sanitaires se manifeste à la fois dans les urnes, portant au pouvoir des hommes tels que Aleksandar Vučić²², ou dans des comportements condamnables sur les terrains [Trégourès, 2020, p. 141-157].

L'histoire du jeune footballeur Ilija Ivić témoigne de ces tensions²³. En 2020, le jeune homme de seize ans, d'origine serbe et vivant à Gračanica (dix kilomètres de Priština) est sélectionné pour intégrer l'équipe nationale du Kosovo. C'est une première ! Il évolue déjà dans un club « albanais » de Priština. Il accepte la sélection, ce qui provoque un tollé chez les Serbes, jusqu'à Belgrade. Il est qualifié de traître par la presse qui ne peut pas concevoir qu'un Serbe joue pour le Kosovo. Juste après cette annonce de sélection, sa mère, fonctionnaire au centre culturel de Gračanica, perd son emploi sans motif officiel. Selon elle, le choix de son fils est la raison de son licenciement²⁴.

21. Željko Ražnatović (1952-2000), dit « Arkan », est un chef de guerre serbe à la tête de la milice paramilitaire les Tigres d'Arkan. Ses troupes participent à de nombreux massacres durant les guerres des années 1990. Il est inculpé en 1997 pour crimes de guerre, assassiné le 15 janvier 2000 à l'hôtel Continental de Belgrade.

22. Sur Aleksandar Vučić, voir notamment « Élections serbes : Aleksandar Vučić tout puissant ? », Cultures monde, France culture, 18 décembre 2023. <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/elections-serbes-aleksandar-vucic-tout-puissant-7654610>>.

23. « Au Kosovo, la solitude du joueur de football serbe », *Challenges*, 10 mars 2020, <www.challenges.fr/societe/au-kosovo-la-solitude-du-joueur-de-football-serbe_702177>.

24. « La mère d'un footballeur serbe licenciée après que son fils a choisi le Kosovo », *So Foot*, 24 février 2020, <www.sofoot.com/breves/la-mere-dun-footballeur-serbe-licenciee-apres-que-son-fils-ait-choisi-le-kosovo>.

Le cas d'Ilija Ivić conduit à un ensemble de remarques. D'abord, Belgrade conserve une influence majeure sur les Serbes du Kosovo. La capitale serbe semble encourager la ségrégation entre les deux grandes communautés afin de conserver son pouvoir sur les Serbes. Le fait de s'engager pour le Kosovo est considéré comme une preuve de déloyauté. Le cas de la mère d'Ilija Ivić donne un aperçu des conséquences. En soutenant son fils, elle est elle aussi perçue comme une traître à la communauté serbe et donc n'a plus le droit d'être fonctionnaire. Pour les Serbes, s'engager pour le Kosovo est l'assurance de perdre leurs privilèges, c'est-à-dire avoir un emploi stable et généralement mieux rémunéré car dépendant souvent de la Serbie et non du Kosovo.

Ensuite, il apparaît clairement que la Serbie souhaite maintenir un système parallèle au moins dans les enclaves du Nord. Ceci passe également par le maintien de clubs de foot distincts de ceux des Albanais et la non-reconnaissance de la fédération du Kosovo. De plus, la Serbie maintient un sentiment d'appartenance serbe dans lequel les Albanais demeurent les ennemis. Le but est de perpétuer l'idée que le Kosovo, et particulièrement le Nord, est un territoire serbe. En résumé, de continuer de lier les Serbes dans la revendication du Kosovo et dans l'hostilité à son indépendance.

Enfin, cette histoire révèle aussi que pour la génération qui est née après les guerres et qui a connu la déclaration d'indépendance, le parti pris nationaliste n'est pas nécessairement un réflexe. Le cas d'Ilija Ivić montre que quand les deux communautés vivent ensemble, elles dépassent ces tensions pour se ranger vers un sentiment d'appartenance au Kosovo rejoignant ici l'entreprise menée par Toni Kuka. La démarche d'Ilija Ivić est avant tout sportive, il saisit une opportunité footballistique, mais elle est la preuve que l'appartenance ethnique n'est pas toujours un élément décisif dans un choix. Certains Kosovars sont capables de dépasser les tensions nationalistes.

Toutefois, il faut savoir raison garder. L'histoire de ce jeune footballeur n'est pas suffisante pour affirmer la présence d'un sentiment d'appartenance fort au Kosovo, mais elle participe à ce nationalisme ordinaire qui pourrait être à l'origine d'un mouvement plus vaste.

Terrains de football, terrains de lutte pour la reconnaissance internationale

La création d'un sentiment d'appartenance au Kosovo ne se joue pas uniquement sur les terrains locaux, elle s'est exportée au niveau international où elle prend une coloration politique majeure.

Le sport est un instrument politique et diplomatique comme la présidente du Kosovo l'a rappelé en avril 2021. Deux faits sont révélateurs de cette puissance politique.

Le premier est un peu ancien, il remonte à 2014 lors d'un match de qualification à l'Euro 2016 opposant la Serbie et l'Albanie²⁵. Durant le match, un drone traverse le terrain transportant le drapeau et une carte de la Grande Albanie. Un joueur serbe tente d'enlever le drapeau alors que le drone s'apprête à toucher la pelouse. Il déclenche ainsi la fureur des joueurs albanais. Une bousculade générale s'engage dans les gradins. Les supporters serbes lancent des objets et des fumigènes sur les footballeurs albanais. Certains envahissent la pelouse pour attaquer les sportifs albanais en hurlant «Tuez les Albanais». L'arbitre n'a pas d'autre choix que d'arrêter la rencontre à la 41^e minute. Ces faits se déroulent sous les yeux de Tomislav Nikolić alors président de la Serbie, quelques jours avant une visite officielle d'Edi Rama, Premier ministre de l'Albanie. Cet incident provoque une onde de choc au Kosovo, point central de la tension entre les deux États. À Priština, 5 000 Kosovars réunis devant un écran géant applaudissent le drone et crient à la Grande Albanie.

Cet incident, certes aujourd'hui un peu daté, montre que l'expression du nationalisme n'est pas le seul fait de la Serbie, et que le projet de Grande Albanie demeure également présent. L'appropriation du Kosovo demeure un projet politique pour les deux États. Toutefois, il s'agit clairement d'une provocation de la part des Albanais d'Albanie puisque celle-ci reconnaît l'indépendance du Kosovo. Dans ce cas, il est davantage question de zone d'influence culturelle.

Les tensions perdurent toujours et révèlent la présence, au moins sous-jacente, sinon affirmée des rivalités nationalistes entre Albanais et Serbes au détriment d'un nationalisme kosovar. En 2019, l'Étoile rouge de Belgrade affronte le club de Trepča à dominance serbe dans le nord du Kosovo²⁶. Le bus des joueurs est refoulé à la frontière entre la Serbie et le Kosovo, et le match est reporté. Le secrétaire général de la Fédération de football kosovare explique que l'Étoile rouge, tout comme le Partizan (club serbe) sont les bienvenus pour jouer des matchs amicaux ou humanitaires mais en aucun cas dans le cadre du championnat national de Serbie. La Serbie et le Kosovo ont chacun leur propre championnat national qui se jouent uniquement sur le sol national. *De facto*, un club kosovar, même composé exclusivement de Serbes n'a pas vocation à participer au championnat serbe. Le Kosovo rappelle ainsi clairement à la fois son indépendance, sa volonté de mettre fin au système parallèle serbe, tout en affirmant vouloir entretenir des relations de bon voisinage avec la Serbie. Le championnat kosovar pourrait

25. «Un drone et un drapeau, puis le chaos lors d'un match Serbie-Albanie», *Le Monde*, 15 octobre 2014, <www.lemonde.fr/football/article/2014/10/15/incident-diplomatique-entre-serbes-et-albanais-sur-la-pelouse_4506378_1616938.html>.

26. «Nord du Kosovo : le match Étoile rouge-FK Trepča Mitrovica aura-t-il lieu ?», *Le Courrier des Balkans*, 3 octobre 2019, <www.courrierdesbalkans.fr/Nord-du-Kosovo-le-match-entre-l-Etoile-rouge-de-Belgrade-et-le-FK-Trepca>.

devenir une sorte de « sainte icône ». En effet, il réifie le nationalisme kosovar en tentant d'instiller un sentiment d'appartenance. De plus, exclure les clubs serbes est une façon d'éviter les manifestations de nationalisme violentes de la part des supporters. En limitant les risques de provocations de part et d'autre, la fédération kosovare, se place dans une démarche d'apaisement entre les nationalités.

Un deuxième fait plus récent a trait aux matchs de football du Kosovo à l'extérieur. En mars 2021, le Kosovo se rend en Espagne dans le cadre des qualifications pour le Mondial 2022 au Qatar²⁷. Problème, l'Espagne ne reconnaît pas le Kosovo et entend afficher clairement sa position.

D'abord, dans les communiqués de la fédération espagnole, il est précisé que l'Espagne affrontera le « territoire du Kosovo » alors qu'elle ne fait pas ce genre de précision pour ses autres adversaires. Ici l'objectif est limpide : le Kosovo, contrairement à la Géorgie et à la Grèce, autres équipes du groupe, n'est pas un État. La demande est faite à la télévision de faire attention à ne pas caractériser le Kosovo comme un État mais comme un territoire. Cette nuance de langage est extrêmement intéressante car elle questionne sur la définition juridique de l'État. En effet, la définition de Max Weber est souvent avancée pour définir l'État. Dans le *Savant et le Politique* [2003, p. 118], il écrit : « L'État est cette communauté humaine qui, à l'intérieur d'un territoire déterminé [...], revendique pour elle-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime. » En se plaçant du point de vue du sentiment national, aucune des conditions évoquées par Max Weber n'est remplie par le Kosovo. Sur cette terre cohabitent au moins deux communautés qui n'ont pas l'intention de vivre ensemble. L'intégrité du territoire est remise en cause puisque les Serbes demandent un rattachement *a minima* du Nord à la Serbie. Quant à la revendication de « violence physique légitime », il est certain que le gouvernement central n'est pas reconnu par les Serbes qui s'en remettent plus aisément à Belgrade. De ce point de vue-là, l'Espagne est légitime à ne pas vouloir qualifier le Kosovo d'État. Autre élément de définition d'un État : la reconnaissance par ses pairs. Ici, encore, le Kosovo ne peut pas être nommé État puisque l'Espagne, comme d'autres États, fait un blocage dans sa reconnaissance. Contrainte, l'Espagne prend la décision d'employer des périphrases pour parler de ses adversaires lors de ce match pour ne pas avoir à s'exprimer sur le statut du Kosovo.

L'Espagne décide également de ne pas hisser le drapeau kosovar dans le stade ni de faire retentir l'hymne du Kosovo. La fédération de football du Kosovo ne manque pas de rappeler à l'Espagne les droits découlant de son admission

27. Eva Moysan, « Coup de chaud diplomatique autour du match Espagne-Kosovo », *Libération*, 17 mars 2021, <www.liberation.fr/international/europe/coup-de-chaud-diplomatique-autour-du-match-espagne-kosovo-20210317_P25U47E7YFFAZHQXNYAYZ2Y35I/>.

à l'UEFA et à la FIFA: obligation d'afficher le drapeau et de diffuser l'hymne dans le stade. Ainsi, la décision politique de l'Espagne de ne pas reconnaître le Kosovo n'a aucun impact sur le sport. Le Kosovo est membre de droit des instances internationales de football, il a les mêmes droits que les autres, peu importe son statut. Cette situation est assez ubuesque puisqu'un État qui n'en reconnaît pas un autre se trouve contraint par une instance sportive à diffuser son hymne et à afficher son drapeau. Finalement, l'Espagne se voit obligée de participer au processus de *banal nationalism* du Kosovo sans reconnaître l'existence de l'État.

Si cette histoire prête à sourire, elle montre l'importance de ce qui se passe au Kosovo pour les autres États. L'Espagne fait partie des rares États de l'ancienne Europe de l'Ouest à s'opposer à la reconnaissance du Kosovo. Quant à la Russie ou la Chine, elles sont des alliées historiques de la Serbie. Cette opposition espagnole est la conséquence des problématiques indépendantistes propres à l'Espagne. Aucun gouvernement espagnol n'a fait de lien direct entre le Kosovo et la Catalogne, mais il est clair que tous craignent une récupération politique par les indépendantistes pour légitimer l'indépendance de la Catalogne.

Conclusion

Le sport de haut niveau au Kosovo est à l'image du reste de la société: compliqué. Il est facile de se perdre dans les méandres de l'histoire et dans les arguments nationalistes de chacune des communautés nationales.

Bien qu'il faille reconnaître que certaines instances sportives internationales font preuve d'audace en reconnaissant le Kosovo, elles ne pèsent pas bien lourd dans le processus global. Ceci montre à quel point il est donné une valeur et une mission excessives au sport. Le sport est souvent présenté comme un vecteur de fraternité et d'amitié entre au moins les membres d'une même communauté, un moyen de tisser entre eux un lien fort dépassant leurs différends. Le Kosovo montre que c'est une illusion. Au contraire, ici, le sport est davantage un vecteur des désunions et un terrain d'affrontement. Même quand certains tentent de dépasser ces clivages pour rassembler Serbes et Albanais sous la bannière kosovare, ils sont soit très minoritaires et risquent la récupération politique, soit mis au ban de leur communauté d'origine.

Le décès d'un policier kosovar tué par un commando serbe le long de la frontière serbo-kosovare en septembre 2023 démontre que le sport est bien impuissant dans la réconciliation et l'amitié entre les Serbes et les Albanais²⁸. Ils ne sont

28. «Nord du Kosovo: une zone toujours sous haute tension», *Le Courrier des Balkans*, <[126](http://www.courrierdesbalkans.fr/+Tensions-Nord-Kosovo-+>.</p>
</div>
<div data-bbox=)

toujours pas prêts à vivre ensemble, les tensions étant largement attisées par des hommes politiques comme Aleksandar Vučić qui mènent un double jeu, affirmant selon son auditoire vouloir trouver une solution de sortie de crise ou la serbité du Kosovo.

Le sport ne peut donc pas être un élément protonational du Kosovo mais sera et saura sûrement accompagner le processus de construction nationale lorsque celui-ci sera réellement engagé par des Kosovars « qui pensent se ressembler et qui aspirent, également, à se trouver des ressemblances sous l'autorité de gouvernants dont ils estiment qu'ils leurs ressemblent » [Hermet, 1996, p. 11].

Bibliographie

- ANDERSON B. (2014), *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- BARDET C. (2011), *Zones sensibles. Une femme contre les criminels de guerre*, Paris, Éditions du Toucan.
- BILLIG M. (1995), *Banal Nationalism*, SAGE Publications Ltd.
- DÉRENS J.-A. et GESLIN L. (2012), *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non-Lieu.
- HARTMANN F. (2002), *Milošević, la diagonale du fou*, Paris, Éditions Denoël.
- HERMET G. (1996), *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris Éditions du Seuil.
- HOBBSBAWM E. (2001), *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard.
- HOBBSBAWM E. et RANGER T. (2006), *L'Invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam.
- POPOVIĆ M. (2010), *Kosovo : histoire d'un mythe. Essai d'archéologie littéraire*, Paris, Non-Lieu.
- SOULIER P. (2020), « Football, guerre et nationalisme. Le cas de la Serbie dans les années 1990 », in SUCHET A. et EL AKARI A., *Développement du sport et dynamique des territoires. Expériences internationales comparées*, Montpellier, Afraps, p. 303-311.
- SOULIER P. (2023), « "France 98", l'héritage de la Coupe du monde de football 1998 dans la mémoire collective », in LOUDCHER J.-F., SUCHET A. et SOULIER P., *Héritages olympiques et patrimoine des événements sportifs. Promesses, mémoire et enjeux*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée.
- TRÉGOURÈS L. (2020), « La guerre au stade. La grammaire des tribunes en ex-Yougoslavie », in SUCHET A. et SOULIER P., « Pratiques sportives et identités sociales », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, n° 64.
- WEBER M. (2003), *Le Savant et le Politique*, Paris, La Découverte.